

# **Message du Chef de l'Etat a la Nation à l'occasion de la fin d'année 2014 et du Nouvel An 2015.**

*Yaoundé, le 31 décembre 2014*

**Camerounaises, Camerounais,  
Mes chers compatriotes,**

Après une période d'intense activité politique, nous pouvions espérer que l'année 2014, sans échéances électorales, nous laisserait le champ libre pour nous consacrer en priorité à la relance de notre croissance économique. Celle-ci, comme vous le savez, est un préalable à l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Il n'en a pas été exactement ainsi. Et cela en raison de l'intensification des attaques de la secte Boko Haram contre notre territoire national. A celles-ci se sont ajoutées des actions criminelles des bandes armées à notre frontière avec la RCA.

S'agissant de Boko Haram, cette organisation terroriste s'était auparavant livrée à des coups de main pour enlever des otages isolés ou pour piller des biens publics ou privés.

Encouragés par leur emprise sur le nord-est du Nigeria, ces soi-disant « djihadistes » ont lancé contre la région de l'Extrême-Nord de notre pays des opérations de plus grande envergure. On se souvient de l'attaque du camp d'une entreprise chinoise à Waza et du raid contre Kolofata. L'une et l'autre se soldèrent par plusieurs morts et l'enlèvement de nombreux otages.

Cela ne pouvait pas être toléré. Nous avons donc mis en place un dispositif de riposte et de prévention qui a rapidement fait ses preuves. A chacune de ses tentatives, Boko Haram essuie désormais de lourdes pertes en vies humaines et en matériels. On peut espérer qu'ils en tireront des leçons.

Je voudrais à ce point rendre un vibrant hommage à nos forces armées dont la vaillance s'est illustrée lors des récents combats.

J'ai eu l'occasion de dire que la Nation, dans son ensemble, devait se mobiliser derrière son armée.

Les nombreux témoignages qui me parviennent de toutes nos régions me laissent penser qu'il en est bien ainsi. J'ai apprécié tout particulièrement les prises de position de nos compatriotes musulmans. Ils ont bien compris, comme tous les autres Camerounais, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une guerre dont la religion était l'enjeu. Ils ont bien compris qu'il s'agissait d'une réponse à une agression extérieure de la part d'une organisation terroriste qui n'adhère pas aux valeurs d'une société fraternelle.

## **Mes chers compatriotes,**

La montée des périls à nos frontières nous a amenés à prévoir des dispositions concernant les effets que cette menace pourrait représenter pour notre sécurité intérieure. Tel est l'objet de la loi sur la répression du terrorisme que le Parlement vient d'adopter à une large majorité. Il ne s'agit aucunement, comme l'ont prétendu certains esprits mal intentionnés, d'en prendre prétexte pour restreindre les libertés publiques. D'ailleurs, le texte est parfaitement clair à cet égard.

J'ajoute que, devant la multiplication des actes terroristes, la plupart des grands pays démocratiques ont dû, au cours des dernières années, compléter leur législation dans le sens de la prévention du terrorisme. Ce faisant, ils se conformaient aux recommandations des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Union Africaine. C'est ce que nous-mêmes avons jugé bon de faire. Nous entendons ainsi nous garantir, autant que possible, contre d'éventuels risques de nature terroriste. C'est non seulement le droit, mais aussi le devoir de tout Etat de protéger ses ressortissants. Je suis certain que l'immense majorité de nos compatriotes l'a compris.

Je voudrais également rappeler ici que nous ne sommes pas seuls confrontés à cette menace qui transgresse les frontières des Etats. Certains de nos voisins, le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Bénin, coopèrent avec nous pour opposer un front commun à Boko Haram.

L'Organisation des Nations Unies et plusieurs grandes puissances, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, nous soutiennent aussi. J'aurai l'occasion très prochainement d'y revenir.

Il va de soi que la mobilisation des moyens nécessaires pour assurer notre défense nous impose des charges supplémentaires. Comme vous le savez, la situation en RCA nous commande aussi de rester vigilants sur notre frontière orientale. Elle nous impose d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés en provenance de ce pays frère. C'est le lieu pour moi de saluer l'aide appréciable que nous apportent les organisations humanitaires. Il est évident que ce devoir de solidarité, auquel nous ne pouvons déroger, a des conséquences sur le plan budgétaire. Mais nous devons également savoir que la sécurité a un prix.

## **Mes chers compatriotes,**

Comme je l'ai dit au début de mon propos, nous avons été amenés à accorder la priorité à la défense du territoire national. Car il n'y a pas de paix sans sécurité, pas de développement sans paix. Nous n'avons pas pour autant relâché nos efforts pour relancer la croissance. Maintenant que nos institutions démocratiques ont trouvé leur rythme de croisière, celle-ci se situe au cœur de notre politique. Je l'ai dit tantôt, la croissance conditionne la montée en puissance de notre économie et, par voie de conséquence, notre capacité à faire reculer la pauvreté et à progresser vers l'émergence.

Une rapide évaluation de notre programme économique montre que nos grands projets de première génération sont, soit achevés ou sur le point de l'être, soit en bonne voie. C'est notamment le cas de la centrale à gaz et du port de Kribi, des barrages et des centrales hydro-électriques, ainsi que de certains chantiers routiers et d'infrastructures diverses.

Ces projets ont entraîné un regain d'activité dans différents secteurs de notre économie. Des retombées pour l'emploi et la promesse d'une amélioration des conditions de vie sont, elles aussi, perceptibles. L'année 2015 devrait donc voir le lancement des projets de seconde génération dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des routes et autoroutes ainsi que des transports.

### **Mes chers compatriotes,**

Les annonces fortes de mon message du 31 décembre 2013, ont été, pour l'essentiel, concrétisées.

1. Nous avons célébré, en février dernier à Buea, le CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA REUNIFICATION DU CAMEROUN. Nous l'avons fait avec tout le faste et la solennité nécessaires. La ville de Buea, enrichie d'infrastructures diverses, en est sortie totalement transformée. Les effets de cette célébration se sont également fait sentir dans les villes environnantes. Ce grand moment d'unité nationale fera date dans nos annales.
2. Je vous avais également annoncé des avancées significatives dans le domaine de la santé. Ce sont maintenant des réalités. Le traitement du paludisme pour les enfants de moins de cinq ans est aujourd'hui effectivement gratuit. Notre carte sanitaire comporte désormais trois nouveaux hôpitaux de référence : le centre national des urgences de Yaoundé, l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Douala et l'hôpital de référence de Sangmélina.
3. Les retombées favorables pour l'emploi de notre politique de croissance, auxquelles je faisais allusion il y a un instant, se sont confirmées. 283 443 emplois nouveaux ont été créés en 2014. Nos prévisions, vous vous en souvenez, étaient de 250 000.
4. Vous vous souvenez également que j'avais insisté sur la nécessité pour le Cameroun d'avoir, pour les prochaines années, un véritable plan d'urgence. Cette annonce a, elle aussi, été suivie d'effet. Ce plan a été adopté et lancé lors du Conseil ministériel du 09 décembre dernier. J'y reviendrai un peu plus tard.

## Mes chers compatriotes,

Devons-nous nous satisfaire de ces résultats que l'on peut qualifier objectivement de positifs ? Des progrès appréciables ont été obtenus. Le récent rapport d'évaluation triennal de la mise en œuvre du DSCE le confirme. Ceci étant, je dirai simplement que nous pouvons et devons faire encore mieux. Je reste convaincu, comme je l'indiquais l'an dernier dans les mêmes circonstances, que nous devons à tout prix accélérer le rythme de notre croissance. Sommes-nous sûrs d'avoir actionné tous les leviers qui sont à notre portée ?

Prenons l'exemple de l'investissement. Il a été jusqu'à présent majoritairement laissé à l'initiative de l'Etat et surtout réservé aux projets structurants et sociaux. Au cours de ces dernières années, les crédits affectés au Budget d'Investissement Public se sont considérablement accrus. En 2014, leur montant a représenté à peu près un tiers de l'enveloppe budgétaire globale, soit environ mille milliards de francs CFA. Il conviendrait de s'en féliciter. Mais, au niveau de l'exécution, les blocages apparaissent et les projets tardent parfois à se concrétiser. Je me suis élevé contre cette sous-consommation des crédits. Les besoins, vous le savez, sont criants et urgents. Je constate, pour m'en féliciter, que, cette année, les taux d'exécution des marchés sont en net progrès. Ceux-ci devront de plus en plus correspondre aux taux d'engagement.

Bien que les pouvoirs publics aient adopté, en 2013, par voie législative, des mesures incitatives fortes pour l'investissement privé, celui-ci ne paraît pas encore être en mesure de prendre le relais de l'Etat.

Néanmoins, un mouvement semble se manifester chez les entrepreneurs nationaux ou étrangers. Les campagnes de sensibilisation des organismes de promotion des investissements y sont pour beaucoup. J'en veux pour preuve la signature récente de 13 conventions au Ministère de l'Industrie, représentant un montant de 180 milliards de francs CFA.

Je veux espérer que ceci n'est qu'un début. Nous avons besoin en effet d'une politique industrielle ambitieuse. Il n'y a pas de grand pays sans industrie. Même notre agriculture, dont j'aime à dire qu'elle est notre principale richesse, a vocation, elle aussi, à devenir « industrielle ».

L'on peut comprendre qu'en raison de leur complexité, nos grands projets miniers concernant le fer et la bauxite, dont la finalité est également l'industrialisation, prennent du temps à se concrétiser. En revanche, il n'y a pas de raison valable à notre lenteur à développer des industries de transformation de nos matières premières d'origine agricole.

Outre l'avantage que nous pourrions en tirer en termes de valeur ajoutée et d'emploi, la transformation sur place contribuerait au rééquilibrage de notre commerce extérieur structurellement déficitaire.

Notre balance commerciale se caractérise en effet par un excédent important des importations par rapport aux exportations. Celles-ci reposent essentiellement sur la vente de 3 ou 4 produits bruts, dont les cours sont variables. Nos importations, quant à elles, concernent surtout des produits manufacturés, notamment des biens d'équipement pour nos grands projets. Il nous est évidemment difficile de restreindre nos achats de biens d'équipement. Cela, nous le comprenons. Nous devons pouvoir par contre freiner l'importation de denrées que nous sommes en mesure de produire.

Ces observations que je suis amené à faire, une nouvelle fois, traduisent la difficulté que nous éprouvons à passer d'une économie où le rôle de l'Etat reste prédominant, à un système plus libéral qui est désormais la règle. A tel point que nous cumulons parfois les inconvénients des deux systèmes. Ainsi s'explique, me semble-t-il, la résistance aux réformes structurelles qui entrave nos efforts pour relancer la croissance.

Certaines de ces réformes concernent notre gouvernance et en particulier nos finances publiques. Dans ce domaine, des progrès notables ont été accomplis. Il conviendra de les consolider en veillant à la soutenabilité budgétaire, en diminuant autant que possible les subventions et en révisant l'assiette fiscale. D'une façon générale, notre administration gagnerait aussi à simplifier, à alléger ses procédures et, comme je l'ai dit récemment et comme je l'ai prescrit, à réduire son train de vie.

### **Mes chers compatriotes,**

Pour donner un coup d'accélérateur à notre croissance, j'ai instruit le Gouvernement de mettre en œuvre un « plan d'urgence ». L'objectif est de réaliser, en trois ans, des progrès visibles et des améliorations mesurables dans des domaines vitaux. Citons dans ce sens la modernisation urbaine, la santé, l'agriculture, les routes, l'énergie, l'eau, l'habitat social et la sécurité. J'attends de ce plan qu'il apporte à nos populations, sur l'ensemble du territoire national, la satisfaction de leurs besoins les plus urgents.

Cette initiative est distincte de notre stratégie pour la croissance et l'emploi qui continuera d'être appliquée par le Gouvernement. L'enveloppe financière qui lui sera consacrée sera de l'ordre de mille milliards de francs CFA. La mise en œuvre de ce plan montrera si nous sommes capables de relever un défi dont nous avons nous-mêmes défini les contours et les délais.

Il sera, bien entendu, du plus haut intérêt pour notre pays de gagner ce pari. Nous en avons les moyens.

### **Mes chers compatriotes,**

Vous allez, dans quelques heures, célébrer, dans la joie, le passage à la Nouvelle Année.

Mais, avant cela, ayons une pensée émue pour nos soldats qui sont tombés pour la défense de notre patrie. Ayons une pensée solidaire pour ceux qui veillent à notre sécurité le long de nos frontières, pour leurs familles qui sont dans la peine ou l'inquiétude, pour nos compatriotes enfin qui souffrent dans leur chair et dans leur âme.

Il est temps pour moi maintenant de vous présenter, à toutes et à tous, mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur pour la Nouvelle Année.

**Bonne et heureuse année 2015 !**